

Overwegende dat met het oog op het vrijwaren van de concurrentiepositie van de diamantnijverheid- en handel het noodzakelijk is om onmiddellijk te voorzien in de mogelijkheid dat, onder sommige voorwaarden, een meer flexibele arbeidsregeling kan worden ingesteld,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personen, tewerkgesteld in het kader van een arbeidsovereenkomst, die in een werkplaats diamant bewerken, en op hun werkgever.

Art. 2. In afwijking van artikel 1 van de wet van 16 mei 1938 tot regeling van de arbeidsduur in de diamantnijverheid, kan de arbeidsduur in een andere bijzondere regeling worden ingedeeld.

Art. 3. § 1. Wanneer in toepassing van artikel 2 van dit besluit, in een bijzondere regeling van de arbeidsduur wordt voorzien, dienen de volgende grenzen in acht genomen te worden :

- maximaal tien uren per dag;
- maximaal negenenveertig uren per week;
- maximale overschrijding met zestig uren per kwartaal.

Onder arbeidsduur wordt verstaan : de arbeidsduur zoals vastgesteld in artikel 19 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

§ 2. De overschrijdingen bedoeld in § 1 zijn slechts toegelaten op voorwaarde dat gedurende een jaar gemiddeld niet langer dan achtendertig uren per week wordt gewerkt.

De rustdagen bepaald bij de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen alsmede bij of krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst, de periodes van schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en de rustdagen toegekend in toepassing van artikel 29, § 4 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gelden als arbeidsduur voor de berekening van de gemiddelde arbeidsduur.

Art. 4. De in artikel 2 van dit besluit bedoelde bijzondere regeling kan enkel ingevoerd worden mits het in acht nemen van de nadere regels die gesteld worden in een bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1994 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1997.

Brussel, 10 oktober 1994.

Mevr. M. SMET

Considérant qu'aux fins de garantir la position concurrentielle de l'industrie et du commerce du diamant, il est nécessaire de pourvoir immédiatement à la possibilité d'introduction, sous certaines conditions, d'une organisation du travail plus flexible,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux personnes occupées dans les liens d'un contrat de travail, qui travaillent le diamant en atelier, et à leur employeur.

Art. 2. Par dérogation à l'article 1er de la loi du 16 mai 1938 portant réglementation de la durée du travail dans l'industrie diamantaire, le temps de travail peut être réparti suivant une autre règle spéciale.

Art. 3. § 1er. Lorsque en application de l'article 2 de cet arrêté, une règle spéciale de la durée du travail est prévue, les limites suivantes doivent être respectées :

- maximum dix heures par jour;
- maximum quarante-neuf heures par semaine;
- dépassement maximum de soixante heures par trimestre.

Par durée du travail on entend : la durée du temps de travail telle que prévue à l'article 19 de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

§ 2. Les dépassements visés au § 1er ne sont autorisés qu'à la condition que pendant une année il ne soit pas travaillé en moyenne plus de trente huit heures par semaine.

Les jours de repos prévus par la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, ainsi que par ou en vertu d'une convention collective de travail, et les périodes de suspension de l'exécution du contrat de travail prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et les jours de repos attribués en application de l'article 29, § 4 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, comptent comme temps de travail pour le calcul de la durée moyenne de travail.

Art. 4. La règle spéciale visée à l'article 2 de cet arrêté ne peut être introduite qu'à la condition de tenir compte de règles établies ultérieurement par un arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1994 et cessera d'être en vigueur le 1er janvier 1997.

Bruxelles, le 10 octobre 1994.

Mme M. SMET

N. 94 — 2735 (94 — 2154)

5 JULI 1994. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 16 september 1991 tot vaststelling van de vergoedingen voor administratiekosten van de uitbetalingsinstellingen belast met de uitbetaling van werkloosheidsuitkeringen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 166 van 23 augustus 1994, bladzijde 21253 :

In de Franse tekst dient op de achtste lijn van artikel 1 het woord « de » te worden ingevoegd tussen de woorden « le compte » en « l'Office ».

F. 94 — 2735 (94 — 2154)

5 JUILLET 1994. — Arrêté royal modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 16 septembre 1991 portant fixation des indemnités pour les frais d'administration des organismes de paiement des allocations de chômage. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 166 du 23 août 1994, page 21253 :

Dans le texte français à la huitième ligne de l'article 1^{er} le mot « de » doit être inséré entre les mots « le compte » et « l'Office ».

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2736

[C — 27587]

1er SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 2bis du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 2bis y inséré par le décret du 19 mai 1994;

Vu l'avis de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant d'une part que les employeurs relevant des secteurs d'activités visés par l'article 2bis du décret du 31 mai 1990 précité doivent pouvoir bénéficier rapidement des nouvelles dispositions applicables en matière de recrutement du personnel formateur et de taux de rétrocession, afin de leur permettre d'engager dans les meilleurs délais le personnel souhaité;

Considérant d'autre part qu'il est nécessaire que ces mesures d'exécution de l'article 2bis susvisé doivent entrer en vigueur en même temps que le décret du 19 mai 1994 susmentionné;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application de l'article 2bis du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, y inséré par le décret du 19 mai 1994, on entend par secteurs d'activités :

1° les « associations d'insertion socio-professionnelle », les associations qui ont pour mission l'insertion socio-professionnelle des groupes à risques, des jeunes chômeurs à qualification réduite et des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence;

2° les « entreprises d'apprentissage professionnel », les organismes de formation tels que déterminés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel;

3° les « actions intégrées de développement assurant une formation par le travail », les associations de formation en vue de l'insertion socio-professionnelle de jeunes demandeurs d'emploi peu qualifiés de 18 à 25 ans ou de demandeurs d'emploi de longue durée;

4° les « écoles de devoirs », les associations qui œuvrent, par des actions volontaires extra-scolaires, à l'insertion, la promotion sociale et culturelle des enfants et des jeunes de milieux défavorisés, ayant entre 3 et 18 ans et étant du niveau scolaire fondamental ou secondaire, et qui centrent leur action, via le soutien scolaire sur la réussite et l'égalité des chances pour tous;

5° les « associations d'alphabétisation », les associations qui œuvrent par des actions volontaires, à l'insertion, la promotion sociale et culturelle des adultes de milieux défavorisés;

6° les « centres d'éducation permanente », les organisations d'éducation permanente des adultes reconnues par la Communauté française, conformément aux dispositions prescrites par le décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs;

7° les « ateliers protégés », les personnes morales visées aux articles 47 à 49 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

8° les hébergements pour handicapés », les centres ou services qui offrent un encadrement multidisciplinaire et/ou ont un hébergement adapté aux personnes qui présentent un handicap résultant d'une insuffisance ou d'une diminution de la capacité physique ou mentale;

9° les centres de revalidation », les centres ou services visés à l'article 42 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 précité et agréés par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

10° les centres de jours », les services d'accueil de jour pour personnes âgées visées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991.

Art. 2. Le décret du 19 mai 1994 modifiant le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand et le présent arrêté entrent en vigueur le 1er octobre 1994.

Namur, le 1er septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures, et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique,
de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2736

[C — 27567]

1. SEPTEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Durchführung von Artikel 2bis des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor

Aufgrund des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, insbesondere des durch das Dekret vom 19. Mai 1994 eingefügten Artikels 2bis;

Aufgrund des Gutachtens des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989.

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß einerseits die den in Artikel 2bis des vorgenannten Dekrets vom 31. Mai 1990 genannten Tätigkeitsbereichen angehörenden Arbeitgeber in Kürze über neue Anwendungsbestimmungen im Bereich der Anwerbung von Ausbildern und der Rückübertragungssätze verfügen müssen, um ihnen zu ermöglichen, so schnell wie möglich das benötigte Personal einzustellen,

In der Erwägung, daß es andererseits notwendig ist, daß diese den vorgenannten Artikel 2bis betreffenden Durchführungsmaßnahmen zum gleichen Zeitpunkt wie das vorgenannte Dekret vom 19. Mai 1994 in Kraft treten;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung von Artikel 2bis des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, der durch das Dekret vom 19. Mai 1994 in dieses Dekret eingefügt wurde, versteht man unter den Tätigkeitsbereichen:

1° « associations d'insertion socio-professionnelle » (Vereinigungen für die sozialberufliche Eingliederung): Vereinigungen, deren Aufgabe in der sozial-beruflichen Eingliederung von Risikogruppen, jungen Arbeitslosen mit begrenzter Ausbildung und Sozialgeldempfängern (Minimex) besteht;

2° « entreprises d'apprentissage professionnel » (Unternehmen für berufliche Ausbildung): Durch Erlass der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 18. September 1991 über die Zulassung und Subventionierung von Unternehmen für berufliche Ausbildung festgelegte Ausbildungseinrichtungen;

3° « actions intégrées de développement assurant une formation par le travail » (Integrierte Entwicklungsaktionen, die eine Ausbildung durch die Arbeit gewährleisten): Vereinigungen für die Ausbildung mit dem Ziel der sozial-beruflichen Eingliederung von jungen Arbeitssuchenden im Alter von 18 bis 25 Jahren mit begrenzter Ausbildung oder von Langzeitarbeitsuchenden;

4° « écoles de devoir » (Förderschulen): Vereinigungen, die sich zum Ziel gesetzt haben, durch außerschulische ehrenamtliche Aktionen die Eingliederung und die soziale und kulturelle Förderung von Kindern und Jugendlichen im Alter von 3 bis 18 Jahren aus benachteiligten Verhältnissen, die eine Grundschule oder eine Sekundarschule besuchen, zu gewährleisten und deren Aufgaben hauptsächlich darin bestehen, durch eine Unterstützung im Schulbereich den schulischen Erfolg und die Chancengleichheit für alle zu erreichen;

5° « associations d'alphabétisation » (Vereinigungen zur Alphabetisierung): Vereinigungen, die sich zum Ziel gesetzt haben, durch ehrenamtliche Aktionen die Eingliederung und die soziale und kulturelle Förderung von Erwachsenen aus benachteiligten Verhältnissen zu gewährleisten;

6° « centres d'éducation permanente » (Zentren für die ständige Weiterbildung): Ausbildungseinrichtungen im Bereich der Erwachsenenfortbildung, die durch die Französische Gemeinschaft gemäß den durch das Dekret vom 8. April 1976 über die Festlegung der Bedingungen zur Anerkennung und Gewährung von Subventionen für Ausbildungseinrichtungen im Bereich der Erwachsenenfortbildung im allgemeinen und für Organisationen für die sozio-kulturelle Förderung der Arbeiter festgelegten Bestimmungen anerkannt werden;

7° « ateliers protégés » (Beschützende Werkstätten): die in den Artikeln 47 bis 49 des Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 über die soziale Wiedereingliederung der Behinderten genannten juristischen Personen;

8° « hébergements pour handicapés » (Wohngemeinschaften für Behinderte): Zentren oder Dienststellen, die eine fachübergreifende Betreuung bieten und/oder jenen Personen eine angepasste Wohnmöglichkeit bieten, die eine Behinderung aufweisen, die sich aus einem Mangel oder einer Verminderung ihrer körperlichen oder geistigen Fähigkeiten ergibt;

9° « centres de revalidation » (Zentren zur Rehabilitierung): die in Artikel 42 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 5. Juli 1963 genannten und durch den « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeinschaftlicher Fonds für die soziale und berufliche Eingliederung von behinderten Personen) zugelassenen Zentren oder Dienststellen;

10° « centres de jours » (Tagesstätten): die im Erlass der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 29. April 1991 angeführten Dienststellen für die Tagesbetreuung von Senioren.

Art. 2. Das Dekret vom 19. Mai 1994 zur Abänderung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor und der vorliegende Erlass treten am 1. Oktober 1994 in Kraft.

Namur, den 1. September 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2736

[C — 27567]

1 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het artikel 2bis van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, inzonderheid op het artikel 2bis, erin gevoegd bij het decreet van 19 mei 1994;

Gelet op het advies van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) (FOREM);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, enerzijds, de werkgevers van de activiteitensectoren bedoeld bij artikel 2bis van het bovenvermelde decreet van 31 mei 1990 snel moeten kunnen genieten van de nieuwe geldende maatregelen inzake aanwerving van het opleidingspersoneel en van het retrocessiepercentage om hen in staat te stellen het gewenste personeel zo vlug mogelijk aan te werven;

Overwegende dat, anderzijds, het noodzakelijk is dat de uitvoeringsmaatregelen van het bovenvermeld artikel 2 bis in kracht treden tegelijkertijd met het voormelde decreet van 19 mei 1994;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van het artikel 2 bis van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, erin gevoegd bij het decreet van 19 mei 1994, wordt verstaan onder activiteitensectoren :

1° de « verenigingen voor socio-professionele inschakeling », de verenigingen die als opdracht hebben de socio-professionele inschakeling van risicogroepen, van jonge werklozen met beperkte kwalificaties en de rechthebbenden op het bestaansminimum;

2° de « ondernemingen voor het aanleren van een beroep », de vormingsinstellingen zoals omschreven bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 september 1991 betreffende de erkenning en de subsidiëring van « entreprises d'apprentissage professionnel » (ondernemingen voor het aanleren van een beroep);

3° de « geïntegreerde ontwikkelingsacties die een opleiding verzekeren door de arbeid », de vormingsverenigingen voor de socio-professionele inschakeling van jonge werkzoekenden met lage kwalificaties van 18 tot 25 jaar of van langdurige werkzoekenden;

4° de « huiswerkscholen », de verenigingen die door vrijwillige buitenschoolse activiteiten streven naar de inschakeling, de sociale en kulturele promotie van kinderen en van jongeren uit benadeelde milieus, die tussen 3 en 18 jaar oud zijn en van het basis- of secundair schoolniveau zijn, en die hun actie richten op het slagen en op gelijke kansen voor allen door een schoolondersteuning;

5° de « alfabetiseringsverenigingen », de verenigingen die door vrijwillige activiteiten streven naar de inschakeling, de sociale en kulturele promotie van volwassenen uit benadeelde milieus;

6° de « centra voor permanente vorming », de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen erkend door de Franse Gemeenschap op grond van de bepalingen voorgeschreven bij het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders;

7° de « beschutte werkplaatsen », de rechtspersonen bedoeld bij artikelen 47 tot 49 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

8° de « verblijven voor minder-validen », de centra of diensten die een multidisciplinaire begeleiding bieden en/of die een huisvesting bieden, die aangepast is aan personen met een handicap ten gevolge van een gebrek of een vermindering van het lichamelijk of geestelijk vermogen;

9° de « revalidatiecentra », de centra of diensten bedoeld bij artikel 42 van het voormeld koninklijk besluit van 5 juli 1963 en erkend door de « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de Sociale en Professionele Integratie van Minder-validen);

10° de « dagverblijfscentra », de diensten voor dagopvang van bejaarden bedoeld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 april 1991.

Art. 2. Het decreet van 19 mei 1994 tot wijziging van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector en dit besluit worden van kracht op 1 oktober 1994.

Namen, 1 september 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

F. 94 — 2737

[C — 27568]

**8 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991
fixant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 85/203/CEE du 7 mars 1985 concernant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote, modifiée par la Directive 85/580/CEE du 20 décembre 1985, en particulier son article 11;

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991 fixant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote, les mots « l'Exécutif régional wallon » et « l'Exécutif » sont respectivement remplacés par les mots « le Gouvernement wallon » et « le Gouvernement ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Lorsque le Gouvernement se propose de fixer, dans une région proche de la frontière avec un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne ou d'autres régions belges, des valeurs pour les concentrations en dioxyde d'azote dans l'atmosphère conformément à l'article 3, il organise avec les Etats membres ou régions concernées une consultation préalable et à cette fin leur communique le dossier.